

TRADUCTION

Le 21 février 2008

Monsieur Maxime Bernier
Ministre des Affaires étrangères
507 Pièce, Édifice de la Confédération
Chambre des communes
Ottawa, ON K1A 0A6

Télec. : 613-995-0687
Courriel : Bernier.M@parl.gc.ca

Jason Kenney
Secrétaire d'État, multiculturalisme
Édifice de l'est
Chambre des communes
Ottawa, ON K1A 0A6

Télec. : 613-992-1920
Courriel : Kenney.J@parl.gc.ca

Messieurs,

Au nom de nos 570 000 membres, nous vous demandons de mettre fin à votre boycottage de la conférence des Nations Unies sur le racisme qui doit avoir lieu en 2009 à Durban, en Afrique du Sud. Nous voulons que le Canada redevienne l'un des chefs de file de cette conférence.

Nous sommes en profond désaccord avec votre déclaration du 23 janvier 2008 dans laquelle vous suggérez que la deuxième conférence de Durban pourrait sombrer dans l'intolérance et l'antisémitisme, comme ce fut le cas pour la conférence mondiale de 2001. Nous vous incitons à revenir sur votre position actuelle et à soutenir ouvertement le dialogue entre nations qui soit se tenir à Durban et dont le monde a si désespérément besoin.

L'existence et la persistance du racisme sont devenues un obstacle grandissant à la paix et à l'égalité dans le monde. Les violences nationales et la menace du génocide fondé sur les différences raciales ont rendu encore plus urgente la tenue de cette deuxième conférence.

En retirant le Canada de ce forum mondial, vous démontrez non pas notre pureté dans cette importante bataille, comme vous semblez le suggérer, mais bien notre réticence à trouver une solution collective au problème. Lorsque nous refusons, comme Canadiens, de participer à ce débat clé sur la lutte au racisme, quel message transmettons-nous aux pays qui nous voient comme un modèle à suivre? Dans les faits, vous nous empêchez de participer à ce que vous considérez par ailleurs comme un exercice éminemment souhaitable, c'est-à-dire « une action internationale concertée face au racisme ».

Vous parlez de la « longue tradition de lutte contre le racisme, la discrimination et l'intolérance sous toutes ses formes » du Canada. Comme leaders influents de notre pays, vous devriez agir dans le respect de ce fier passé en reprenant votre place comme chefs de file à la conférence de Durban.

De concert avec le Congrès du travail du Canada et l'African Canadian Legal Clinic, qui représente plusieurs organisations non gouvernementales ayant participé à la conférence de 2001, nous exigeons que vous réinscriviez le Canada à la deuxième conférence de Durban.

Au SCFP, nous considérons que la lutte quotidienne contre le racisme dans nos lieux de travail, dans nos collectivités et dans l'ensemble de la société est essentielle à la justice sociale dans le monde. Nous voulons que notre gouvernement affirme cette urgence à la deuxième conférence de Durban. En refusant cette responsabilité, vous faites subir une injustice à tous les Canadiens.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Le président national,

Le secrétaire-trésorier national,

PAUL MOIST

CLAUDE GÉNÉREUX

c.c.

Ken Georgetti
Le Conseil exécutif national du SCFP

:as/sepb491